

Adresse

- (1) ITAVI- 7 rue du Faubourg Poissonnière 75009 PARIS
- (2) IFIP - La Motte au Vicomte, 35650 Le Rheu
- (3) IDELE - 149 Rue de Bercy, 75012 Paris

La controverse sur l'élevage. Principaux enseignements du projet ACCEPT.

Résumé

Dans un contexte de profondes remises en cause des systèmes et des pratiques en élevage, les trois instituts animaux, en lien avec de nombreux partenaires, dont les chambres d'agriculture, des équipes de sociologues de l'université de Rennes 2 et du CNRS, et des lycées agricoles, ont conduit, de 2014 à 2018, un projet soutenu par le Casdar et portant sur la controverse sur l'élevage. Ce projet, ACCEPT, avait pour ambition d'analyser cette controverse, ses acteurs, son audience et les mécanismes sociologiques à l'œuvre, afin d'aider les filières animales à renouer le dialogue avec la société et à adapter leurs stratégies, leurs pratiques et leur communication à ce nouveau contexte.

Le projet ACCEPT a produit une cartographie de la controverse et de ses différentes composantes, en France et dans d'autres pays de l'Union européenne. Il a permis de mesurer l'audience des débats dans la population française et de réaliser une typologie des citoyens français. Il a également recensé, en France et dans différents pays européens, différentes initiatives des filières visant à mieux intégrer ces nouvelles attentes sociétales. Enfin, un travail prospectif a permis d'imaginer cinq scénarios contrastés pour le monde de l'élevage à horizon 2040.

Introduction : Contexte et objectifs du projet ACCEPT

L'élevage français et plus largement européen, a connu des évolutions structurelles et fonctionnelles importantes au cours de ces dernières années. Le cheptel s'est concentré dans des bassins de production, tirant parti d'économies d'agglomération, mais impactant négativement l'environnement. Avec la diminution des marges et l'augmentation de la productivité du travail, les élevages se sont agrandis et spécialisés, en même temps que disparaissaient de nombreuses petites structures, faute de rentabilité ou de candidats à la reprise. En France subsiste cependant une grande diversité des modèles d'élevage au sein même des productions.

Les impacts sur l'environnement naturel (pollution des eaux, du sol et de l'air) et humain (odeurs, bruits, pathogènes) et la sensibilité croissante de la population aux conditions de vie des animaux ont conduit à une critique de plus en plus radicale des modes d'élevage de la part de différents acteurs (salariés et militants d'associations, citoyens, scientifiques, élus, administratifs, médias...) et à des oppositions de plus en plus fortes. Ces interpellations de la société interrogent, plus largement, la place de l'élevage dans une société de plus en plus concernée par son alimentation et la manière dont celle-ci est produite.

Face à ces remises en cause, le monde de l'élevage se sent souvent démuni et peine à répondre. Il est par ailleurs confronté à une érosion de la consommation de viande, avec une diminution d'environ 10 %, en France, de la consommation individuelle toutes viandes confondues sur les deux dernières décennies. Même si les causes de cette diminution sont multifactorielles, avec notamment des motivations économiques fortes, la remise en cause de certains modes d'élevage alimente également la montée des régimes particuliers excluant totalement ou partiellement les produits d'origine animale (régimes végétarien, végétalien, vegan ou flexitarien¹).

Enfin, l'opposition forte des citoyens lors des enquêtes publiques à de nombreux projets de création ou d'agrandissement d'élevages,, est doublement difficile à vivre pour les éleveurs car elle remet en cause leur métier et leur savoir-faire et parce qu'elle joue comme un frein à la modernisation du secteur et impacte négativement sa compétitivité.

¹ Les flexitariens réduisent de façon consciente et volontaire leur consommation de viande. Les végétariens excluent les viandes de leur consommation, les végétaliens ne consomment pas de produits animaux, quant aux végans ils refusent l'exploitation de l'animal, et outre un régime végétalien n'utilisent pas de laine, ou de cuir ...

Le projet ACCEPT, piloté par l'Ifip et financé par le CASDAR sur la période 2014-2017, analyse la controverse autour de l'élevage, en France et dans cinq autres pays européens, en croisant différents types d'approches, qualitatives (entretiens, focus groups) et quantitatives (questionnaires, sondage représentatif) afin d'outiller la réflexion des filières d'élevage. Il a trois principaux objectifs : i) recenser et analyser les sujets de controverses sur l'élevage en France et dans d'autres pays de l'UE pour comparaison, ii) étudier comment ces controverses pénètrent la société française et saisir la diversité des attentes de nos concitoyens envers l'élevage et iii) identifier les mécanismes sociaux des controverses et mobilisations collectives.

Concrètement, les résultats de ce projet doivent permettre aux acteurs des filières de mieux comprendre les enjeux de la controverse pour adopter les stratégies, arguments et réponses les plus efficaces et anticiper les conséquences de ces débats sur les élevages et les marchés. Nous ne repreneons dans cet article que les principaux enseignements obtenus.

1. La controverse : définition, thèmes et acteurs

1.1. Définition

Une controverse est un débat triadique, impliquant deux adversaires et un public, mobilisant des connaissances et des stratégies d'acteurs divergentes, et dont l'enjeu est d'établir une « norme », commune au groupe. En ce sens, une controverse participe au processus de construction des connaissances et des normes sociales. Dans une controverse, les acteurs en opposition agissent pour défendre leurs intérêts et rallier le public à leur cause. Les controverses amènent donc les acteurs en opposition à argumenter leurs opinions, à apporter des preuves et à contester les preuves adverses, et sont aussi révélatrices de rapports de force, de positions institutionnelles et de réseaux sociaux. Pour analyser la controverse autour de l'élevage, ont été étudiés les réseaux d'acteurs impliqués, leurs arguments et leurs modes d'action visant à rallier le public à leur cause.

1.2. Thèmes de débats

L'analyse des entretiens effectués auprès des acteurs de la controverse permet d'identifier quatre thématiques d'incertitudes liées à l'élevage : l'impact environnemental, la condition animale, le risque sanitaire et l'organisation économique et sociale de l'élevage :

Les débats liés à l'environnement concernent les pollutions engendrées par les élevages, et plus particulièrement par les rejets des animaux (gaz ou déjections). Les rejets gazeux (méthane et carbone) contribuent au phénomène de réchauffement climatique,

tandis que les fumiers et les lisiers peuvent polluer les sols et l'eau lorsqu'ils sont épandus en excès. L'activité d'élevage en elle-même est consommatrice de ressources (végétaux et eau pour l'alimentation des animaux, énergie pour les bâtiments). Plus localement, certaines exploitations d'élevage créent des conflits autour des incertitudes concernant leur responsabilité dans la production de nuisances (odeurs, bruit, etc.). En ce qui concerne l'environnement, les incertitudes responsables de débats sont davantage liées aux méthodes scientifiques et aux moyens d'évaluation des impacts de l'élevage qu'à la reconnaissance de leur existence, qui est relativement consensuelle.

D'autres incertitudes concernent le traitement des animaux dans les élevages, depuis leurs conditions de logement (élevage en bâtiment ou en plein air, liberté de mouvement ou entrave, etc.) jusqu'aux manipulations effectuées par l'éleveur qui peuvent être douloureuses pour l'animal (écorchage, castration, etc.). Le concept même de « bien-être animal » pose question : sa définition et ses méthodes d'évaluation sont régulièrement remises en cause et font l'objet de débats. Plus récemment, des incertitudes concernant l'éthique même de l'exploitation animale se sont largement diffusées.

L'emploi d'antibiotiques sur les animaux d'élevage pose la question de l'impact sur la santé humaine de leurs éventuels résidus dans la viande ou le lait et du développement de résistances microbiennes à ces traitements. Par ailleurs, les événements ponctuels d'épizooties (épidémies d'animaux) et de zoonoses (épidémies qui traversent la barrière des espèces et se transmettent à l'homme) interrogent la façon dont le risque sanitaire est géré en élevage : ESB en 1996 et 2000 chez les bovins, grippe aviaire en 2006 et 2015/2017 chez les volailles, fièvre aphteuse en 2007 chez les porcs, etc.

Plus généralement, le système d'élevage intensif est assimilé par de nombreuses associations à des procédés industriels (mécanisation, standardisation, utilisation d'intrant chimiques,...). Il se voit opposé à des systèmes alternatifs, avec moins d'animaux, un accès au plein air et des circuits de vente courts.

Des entretiens ont également été conduits dans d'autres pays européens (Danemark, Allemagne, Pays-Bas, Espagne et Italie). Le classement des controverses sur l'élevage en France en quatre registres se révèle pertinent pour l'analyse des débats dans les autres pays européens étudiés. Les sujets de débat apparaissent assez communs entre pays ce qui s'explique par des évolutions semblables des productions animales (croissance, concentration géographique et structurelle) et par le lobbying collectif qu'exercent les associations de chaque pays, à l'échelle européenne, au sein

d'Eurogroup for Animals et d'European Environmental Board. On constate un gradient de préoccupation sociétale envers l'élevage du nord au sud de l'Europe, avec des débats particulièrement vifs dans le nord et beaucoup moins dans le sud. Porcs et volailles sont partout les premières cibles des critiques, en lien avec leur mode d'élevage. La montée de la contestation, les orientations de la recherche, les politiques publiques, et les initiatives de filière, conduisent à des changements de pratiques d'élevage en Allemagne, aux Pays-Bas et au Danemark, tout en gardant le souci de la compétitivité des filières.

1.3. Les acteurs en présence

La controverse autour de l'élevage est principalement portée, dans l'espace public, par le monde agricole (filières de l'amont à l'aval) d'un côté, et par les associations de protection de l'environnement ou des animaux de l'autre. S'ils sont souvent considérés comme des mondes en consensus parce que les porte-paroles de leurs instances représentatives délivrent des messages faciles à positionner les uns par rapport aux autres, les points de vue au sein même de ces mondes peuvent être très hétérogènes.

Les revendications des associations de protection animale, par exemple, s'inspirent de différents types d'éthique animale : l'antispécisme rejette le paradigme d'une supériorité de l'humain par rapport aux autres espèces et est associé à l'abolitionnisme qui prône l'arrêt de l'élevage, le courant des droits des animaux défend l'idée que les animaux doivent acquérir des droits empêchant leur exploitation par l'humain et le welfarisme défend une meilleure prise en compte du bien-être animal en élevage sans s'opposer à son principe.

L'accès aux médias est crucial pour les acteurs de la controverse, car il est non seulement un moyen de faire parvenir leurs arguments au public, mais aussi un outil pour les jeux de pouvoir. La divulgation médiatique de conditions d'élevage est notamment utilisée par certaines associations pour faire pression sur les acteurs de l'élevage ou de la grande distribution. L'ensemble de la société ayant aujourd'hui facilement accès au contenu des médias, ils sont des outils déterminants pour tous les acteurs qui cherchent à diffuser très massivement leur message et argumenter la cause qu'ils défendent. Les médias sont également acteurs de la controverse car ils sont en capacité de sélectionner les messages qu'ils souhaitent diffuser et peuvent prendre parti. Les distributeurs ont également cette double qualité d'acteurs-publics : ils sont les cibles des actions des associations ou des filières, mais deviennent acteurs lorsqu'ils prennent des décisions qui influencent l'offre commerciale ou la production.

Les enjeux de la controverse autour de l'élevage sont principalement de deux types : l'évolution de la

règlementation autour de l'élevage et celle des modes de consommation, dans l'objectif de faire évoluer, ou non, les pratiques d'élevage. Les actions des acteurs passent donc par des propositions pour modifier les réglementations ou les normes techniques, par l'établissement de collaborations avec les industriels (par exemple en participant à la construction de cahier des charges de production privés), et par de la communication grand public visant à orienter les pratiques de consommation (notamment vers une réduction de la consommation de viande). Les publics de cette controverse sont donc les pouvoirs publics qui décident de la réglementation, et les citoyens qui influencent d'une part le marché par leur consommation, d'autre part le paysage politique par leur vote et enfin les associations par leurs adhésions ou dons.

2. L'audience de la controverse en France

En 2016, un sondage d'opinion a été réalisé pour connaître et quantifier les points de vue et attentes des Français envers l'élevage. Le questionnaire, élaboré par les partenaires du projet ACCEPT, et retravaillé avec l'institut de sondage IFOP, a été administré par Internet auprès d'un panel de 2 000 citoyens représentatifs de la population française (méthode des quotas).

La population enquêtée comprend 1,4% de personnes se déclarant végétariennes et 0,15% se qualifiant de vegans. Toutefois, 14% des personnes enquêtées pensent cesser leur consommation de viande dans les 12 prochains mois et 18% la réduire. Les personnes souhaitant cesser leur consommation sont plus souvent des jeunes (de 18 à 34 ans) et des femmes. Par ailleurs, 20% des personnes considèrent que, d'ici 100 ans, l'Homme ne mangera plus de produits animaux. Ces chiffres laissent penser que la tendance à la baisse de la consommation individuelle observée sur le moyen terme en France constitue une tendance lourde, qui ne devrait pas facilement se ralentir et encore moins s'inverser.

59% des Français ne sont pas satisfaits par les conditions de vie des animaux et leur bien-être (dont 38% pas du tout satisfaits), 52% ne sont pas satisfaits du respect de l'environnement par les éleveurs, 40% par la sécurité sanitaire des produits, et 33% par l'entretien des paysages par l'élevage. Sur une échelle de 0 à 10 (0 étant « ne me choque pas du tout », 10 « me choque énormément »), la note moyenne attribuée par les personnes enquêtées à certaines pratiques d'élevage (absence d'accès au plein air, cages, etc.) est de 7,25 ce qui est assez élevé. Pour chaque pratique, plus d'un tiers des personnes ont attribué la note maximale et 16% a attribué la note de 10 à toutes les pratiques. Cela traduit la sensibilité de nombreux citoyens au respect des animaux et à la satisfaction de leurs besoins naturels lorsque la question leur est explicitement posée. Les

personnes attribuant la note 10 au caractère choquant de certaines pratiques ont tendance à consommer moins de produits animaux (de viande notamment), mais les écarts sont faibles (de l'ordre de 5%) par rapport au reste de l'échantillon. Ainsi, le « choc » ressenti par le citoyen ne se traduit pas toujours chez le consommateur par un changement radical et immédiat de pratique de consommation.

Parmi une liste de propositions, les personnes enquêtées ont choisi celles qui devraient, selon elles, être conduites en priorité (voir figure 1). Ainsi, assurer l'accès au plein air à tous les animaux est pour le citoyen, de loin, l'action à mener prioritairement. Le renforcement de la réglementation sur le bien-être animal arrive en deuxième

position. De plus, dans une question s'adressant plutôt aux consommateurs, il a été demandé aux personnes interrogées de hiérarchiser trois critères d'achat prioritaires dans une liste prédéfinie. L'origine française des produits est citée le plus souvent en première position mais globalement (en 1ère, 2ème ou 3ème place) c'est le fait que les animaux soient élevés en plein air qui revient le plus fréquemment. Enfin, 69% des personnes interrogées estiment ne pas être suffisamment informées sur les conditions d'élevage des animaux ayant fourni les produits qu'ils achètent et l'étiquetage des produits selon le mode d'élevage (plein air ou non) fait quasiment l'unanimité (97% de personnes favorables).

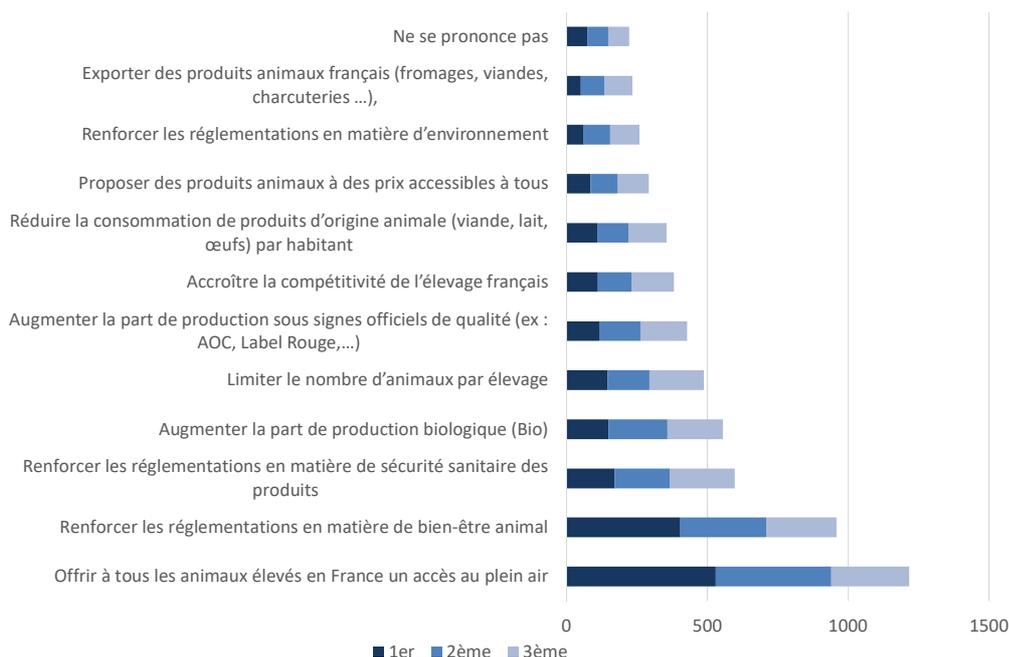


Figure 1 : Les principales pistes d'action attendues (source : projet ACCEPT, sondage réalisé en juin 2016 auprès d'un panel représentatif de la population (2 000 citoyens) et échantillonné selon la méthode des quotas)

2.2. Typologie de la population française

Le sondage réalisé permet de quantifier et caractériser la typologie établie à partir des travaux qualitatifs (voir figure 2)

Moins de 2% de la population peuvent être qualifiés d'abolitionnistes. Il s'agit de femmes à 80% qui consomment peu voire pas de produits animaux. Une petite part d'entre eux (0,1% de l'échantillon total) suit un régime alimentaire vegan, sans aucun produit d'origine animale : ni viande, ni produits laitiers, ni œufs, ni poisson et n'utilisent pas non plus de cuir pour se vêtir. Ils sont souvent militants (ils font généralement partie d'une association de protection animale) et ils partagent le plus souvent une philosophie antispéciste : ils rejettent la catégorisation hiérarchique du vivant (selon laquelle

l'humain est un animal supérieur) et sont opposés à toute forme d'exploitation animale par les humains. Ils assimilent la domestication des animaux à une domination injuste exercée par les humains, et trouvent immoral de tuer un animal pour le manger. Ils œuvrent à une abolition de l'élevage et sont convaincus que la consommation de produit animaux disparaîtra d'ici 100 ans.

A l'opposé, les « compétiteurs » (10% de la population) sont des individus satisfaits des modes d'élevage actuels et des conditions de vie des animaux dans les exploitations françaises. Ils soutiennent le modèle intensif, dans sa configuration et ses pratiques, et souhaitent son développement ainsi qu'un accroissement de la productivité des fermes (par l'agrandissement et

l'automatisation), afin notamment d'augmenter le revenu des éleveurs. Pour eux, l'élevage français doit avoir pour objectifs l'exportation de ses produits, l'accroissement de sa compétitivité et la production de denrées à prix accessibles. Ils consomment régulièrement des produits animaux et, pour la plupart d'entre eux, n'envisagent pas de modifier leurs modes de consommation. Ils sont particulièrement soucieux de la provenance des produits, qu'elle soit locale ou française. Par rapport au reste de la population, les citoyens de ce profil sont plus souvent des hommes, qui déclarent bien ou très bien connaître l'élevage et s'y intéresser.

Un quart des individus interrogés souhaite la fin de l'élevage intensif au profit de systèmes alternatifs. Composé aux deux tiers de femmes, ce profil soutient l'agriculture extensive et/ou sous SIQO (Agriculture Biologique, Label Rouge). Il défend une agriculture qu'il qualifie de paysanne : agroécologique, avec des exploitations de taille réduite (en nombre d'animaux), peu consommatrice d'intrants ou autonome. Ces personnes sont également attachées à une consommation locale et aux circuits de commercialisation courts (marchés, vente directe, etc.). Elles se déclarent très choquées par la privation d'un accès au plein air pour les animaux dans certains élevages. Elles ne sont pas contre le principe de l'élevage d'animaux destinés à la consommation humaine, mais souhaitent une diminution nette de la consommation globale de produits animaux, et déclarent en consommer eux-mêmes assez peu. Elles sont tout à fait favorables à un étiquetage du mode d'élevage sur la viande et les produits laitiers (plein air ou non), à l'image de ce qui se fait sur les œufs.

Environ 3% de la population n'exprime ni avis ni attentes vis-à-vis de l'élevage. Ces personnes ont déclaré la plupart du temps connaître très mal la façon dont les animaux sont élevés et, à 98,6%, ne sont pas intéressés par les émissions de télévision et les articles de presse

sur l'élevage. Ils ont très souvent choisi de ne pas exprimer d'opinion dans les autres questions du sondage ("Ne se prononce pas"). Les jeunes et les femmes sont surreprésentés dans ce profil. Certains d'entre eux ont indiqué ne pas consommer de viande, et ne se sont de fait pas sentis concernés par le sondage, mais leur choix de consommation n'a à aucun moment été caractérisé comme militant.

Enfin, une majorité de citoyens, classée dans le profil « progressistes », se situe dans une logique d'amélioration progressive et régulière des conditions d'élevage, sans remettre en cause les modèles d'élevage ou leur consommation de viande. Ils accordent de l'importance aux normes environnementales et de bien-être animal en élevage intensif, sans toutefois s'opposer à ce mode de production qui permet selon eux de produire en quantité suffisante des denrées animales à prix abordable. Ils se montrent satisfaits de la qualité sanitaire et de la traçabilité des produits animaux, et sont sensibles au bien-être des animaux dans les élevages, en particulier à l'accès au plein air. Leurs points de vue sont moins radicaux, et donc moins caractéristiques, que ceux des autres profils. Ces individus sont intéressés par les débats sur de l'élevage malgré un niveau de connaissances qu'ils jugent eux-mêmes assez faible, et concernés par l'environnement ou le bien-être animal, mais sans convictions radicales. Certains d'entre eux envisagent de diminuer leur consommation de produits animaux, mais ils ne sont pas majoritaires. Cependant, une fraction importante de ces personnes est proche du type alternatif, et une légère évolution de leurs convictions pourrait facilement les faire basculer dans ce type et devenir opposés au modèle d'élevage intensif. Cette population est donc le public-clé de la controverse, c'est-à-dire le moins radical dans ses opinions mais dont l'avis peut facilement être influencé par les actions de mobilisations des acteurs de la controverse.

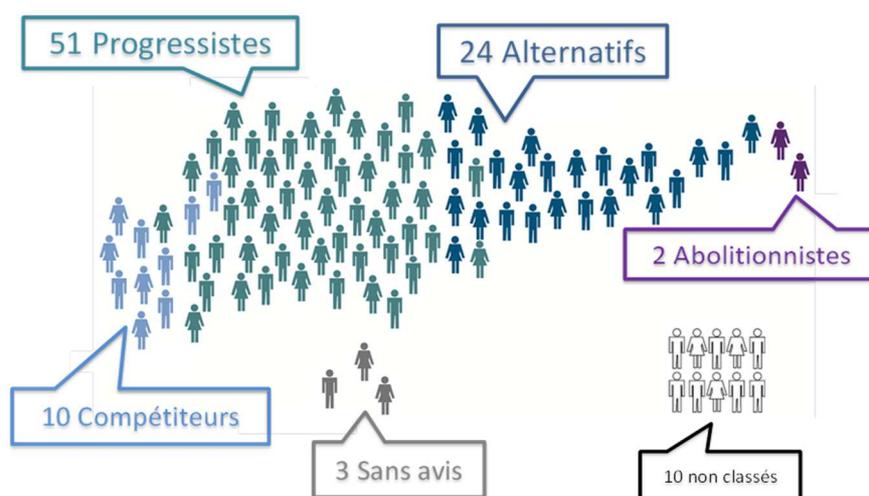


Figure 2 : Typologie de la population française : cinq visions de l'élevage. (source : projet ACCEPT, sondage réalisé en juin 2016 auprès d'un panel représentatif de la population (2 000 citoyens) et échantillonné selon la méthode des quotas)

3. Les réponses des filières en Europe et en France

3.1. Diversité de situation en Europe

A l'échelle européenne, on peut schématiquement distinguer deux types de stratégie de filière concernant les démarches de segmentation de marché.

Dans le Sud de l'Europe, et plus particulièrement en France et en Italie, les segmentations de marché sont anciennes et se sont construites autour de signes officiels de qualité (AOC, Label Rouge...), même s'il existe des différences significatives entre les filières animales. Ces démarches de qualité répondent à des exigences nettement supérieures à celles de la production « standard », mais concernent des parts de marché limitées. C'est la stratégie que nous qualifions de « grands pas et petits volumes ».

En Europe du Nord, les marchés étaient jusque très récemment moins segmentés et plus standardisés. Cependant des initiatives récentes ont vu le jour afin de mieux répondre aux nouvelles attentes sociétales. Les démarches mises en place ont dans un premier temps tenté une segmentation progressive avec des niveaux d'exigence gradués (exemple de la démarche Beter Leven aux Pays-Bas avec trois niveaux d'exigence, matérialisés par un nombre croissant d'étoiles). Puis dans un second temps, et plus récemment, des démarches visant une montée en gamme du « standard » se sont développées, avec des exigences plus modestes mais concernant une large part voire la totalité du marché (exemples de l'Élevage de Demain aux Pays-Bas ou d'Initiative Tierwohl en Allemagne). C'est la stratégie que nous qualifions de « petits pas et grands volumes ».

3.2. Une explosion de démarches en France

En France, à côté des Signes Officiels de Qualité et d'Origine (SIQO), des démarches, collectives ou privées, ont récemment vu le jour pour répondre aux attentes de société.

	Part de la production totale (%)				
	Viande bovine	Viande de poulet	Viande de porc	Œufs	Lait de vache
AB	3,1	1,2	0,4	8,0	2,3
LR	1,5	15,4	3,5	5,0	0,1
IGP	0,1	0,5			0,8
AOC / AOP	0,1	0,1			9,6

Figure 3 : Un poids des signes de qualité variables selon les filières.

Nous les avons classées en trois grandes catégories.

- Les démarches de rassurance

Elles ont pour objectif de communiquer auprès des autres maillons de la filière (B to B) ou des consommateurs (B to C), pour les rassurer sur les normes réglementaires, l'origine du produit, sa qualité gustative (race, alimentation)... La plupart du temps, ces démarches sont collectives, interprofessionnelles, pour couvrir tous les maillons de la filière. Elles mettent en avant les bonnes pratiques existantes, ou leur généralisation mais ne conduisent pas à de réelles modifications des systèmes ou pratiques d'élevage.

- Les démarches de progrès

Elles ont pour objectif de faire progresser les éleveurs dans le respect des réglementations et de les inciter à mettre en œuvre des pratiques allant au-delà de la réglementation. Les porteurs de la démarche peuvent décider de faire progresser tous les éleveurs, vers un standard amélioré, ou seulement certains dans un objectif de différenciation et de segmentation. Les cahiers des charges portent en général sur plusieurs dimensions : santé et bien-être des animaux; impacts environnementaux, rémunération des producteurs, qualité nutritionnelle et gustative. L'objectif est de progresser par petits pas, mais sur de grands volumes. Parmi les très nombreuses démarches de progrès, les unes sont collectives, gérées par les interprofessions, comme les chartes de bonnes pratiques d'élevage, les autres sont privées, propriété d'entreprises ou coopératives d'amont ou d'aval. Les chartes sont surtout utilisées dans la relation entre partenaires commerciaux, pour codifier les pratiques, s'assurer de leur respect et disposer d'arguments en cas de besoin. Les démarches privées s'adressent au consommateur par un étiquetage des produits et une segmentation du marché. Elles sont mises en place pour répondre aux demandes de ses clients, se démarquer de ses concurrents et améliorer son image.

- Les démarches de rupture

Portées par des éleveurs, des ONG ou des distributeurs, ces démarches visent à proposer une alternative au système d'élevage conventionnel, avec des modes de production significativement différents, par des cahiers des charges fixant des exigences nettement au-dessus de la réglementation. La rupture peut être nette, comme pour certains signes de qualité d'origine (Agriculture biologique, Label Rouge en volailles par exemple) ou pour certains cahiers des charges privés comme « le porc authentique sur paille », ou plus progressive, avec des labels à plusieurs niveaux d'exigences, comme il en existe dans le nord de l'Europe. En définitive, les démarches privées de segmentation créent une compétition sur le marché des produits animaux « bons à penser ». La question posée aujourd'hui est de savoir s'il

faut, en France, apporter une réponse collective et créer, à l'instar des pays nord-européens, un ou des labels « bien-être animal ». Ils pourraient reposer sur un indicateur de résultats, à l'instar de l'étiquetage environnemental, et/ou sur des obligations de moyens (accès à l'air libre, surface minimale par animal...). Les moyens sont probablement plus compréhensibles pour un public non averti et répondent directement à ses demandes (plein air, espace...). Mais une nouvelle segmentation de marché fait courir le risque de perdre en lisibilité, en particulier dans les filières déjà très segmentées comme la volaille.

Une autre option est d'accompagner l'évolution de l'ensemble de la production standard vers un « standard amélioré ». Cela passe tout d'abord par la généralisation des chartes professionnelles de bonnes pratiques - le socle de base – aux filières qui n'en disposent pas : c'est en cours dans la filière porcine. Au-delà, une initiative collective de progrès, sur des points à définir par filière, pourra avoir plus d'impact, en communiquant sur un cahier des charges unique (consultable par tous) et offrir plus de poids pour négocier le financement des changements proposés.

4. Cinq scénarios contrastés à horizon 2040

Un exercice de prospective a ensuite été construit autour des questions suivantes : En quoi l'évolution des controverses définit-elle des futurs possibles ? Comment l'élevage serait-il transformé dans ces différentes situations ?

Cinq scénarios contrastés, vraisemblables et cohérents ont ainsi été élaborés. Ils décrivent la façon dont les controverses sur l'élevage auront évolué à l'horizon 2040, sous l'influence de quels facteurs, avec quelle part pour les différents profils de citoyens et avec quelles conséquences sur l'élevage : systèmes d'élevage, nombres, répartition géographique.

Les cinq scénarios décrits sont les suivants :

1. Une agriculture européenne productive face aux dérèglements planétaires (climatiques, géopolitiques, énergétiques ...)
2. La Junk –Food se généralise
3. Les acteurs de la société et des filières dialoguent dans une logique proactive et co-construisent des démarches de progrès
4. Sur le modèle des filières viticoles, l'élevage se transforme, produisant « moins mais mieux », avec de fortes valeurs ajoutées
5. Le développement de la pensée végane conduit progressivement à une marginalisation des consommateurs de viande. La viande est le nouveau tabac.

Dans le 1^{er} scénario, le dérèglement climatique contraint la production agricole mondiale, alors que la pression démographique reste forte. La controverse s'apaise : produire est la priorité. Les tensions s'exacerbent, le fossé Nord-Sud se creuse, la pression migratoire s'accroît. Le prix des denrées agricoles est en hausse. Les enjeux sociétaux apparaissent secondaires face à l'urgence climatique, économique et alimentaire. L'agriculture de chaque état et de chaque région accorde la priorité aux productions pour lesquelles ses avantages comparatifs sont les plus nets. En France, les productions céréalières progressent tandis que les activités d'élevage régressent. Résistent un élevage herbivore économe dans les zones non cultivables et des élevages de granivores productifs et efficaces, valorisant en priorité des coproduits. Le profil des consommateurs « indifférents » vis-à-vis de l'élevage est majoritaire dans la population. Face à la crise alimentaire, les « alternatifs » privilégient de nouvelles formes d'autosuffisance en cultivant leur jardin.

Dans le second, en l'absence de crise majeure, les citoyens, en quête de loisirs, deviennent relativement indifférents à la qualité de leur alimentation, tant qu'elle reste saine. Ils consacrent une part limitée de leur budget à l'alimentation. Les divertissements, Internet, les réseaux sociaux occupent le devant de la scène, dans un processus de distanciation vis-à-vis de la réalité. Les pratiques alimentaires se mondialisent et s'orientent vers des produits toujours plus transformés. L'attention vis-à-vis des enjeux éthiques et environnementaux s'amenuise. En agriculture, c'est le triomphe du libéralisme. Dans une logique de compétitivité-coût, les systèmes d'élevages français se concentrent et poursuivent leur agrandissement pour exploiter au maximum les économies d'échelle et d'agglomération. Les consommateurs « indifférents » vis-à-vis de l'élevage deviennent majoritaires.

Dans le 3^{ème} scénario, un dialogue se structure entre les acteurs des filières et de la société. Il permet le maintien d'une diversité de systèmes d'élevage socialement acceptés. La production conventionnelle s'est progressivement adaptée à la demande. Les nouvelles démarches sont portées par les interprofessions, ou directement par les distributeurs ou les industriels. Chaque filière dispose d'un socle commun de bonnes pratiques qui permet une production conforme aux objectifs de développement durable. Le nombre d'élevages sur le territoire français a connu une lente érosion et s'est stabilisé. Les démarches de qualité se sont renforcées et diversifiées et chaque citoyen trouve des produits adaptés à ses attentes. Les citoyens sont majoritairement « progressistes » et rassurés par les efforts faits par les filières. La plupart des « compétiteurs » sont satisfaits de cette évolution qui est, à leurs yeux, la garantie de la compétitivité de l'élevage, dans la durée.

Dans le 4^{ème}, la société partage une aspiration généralisée à mieux et moins consommer de produits animaux. Pour des raisons environnementales, d'éthique et de santé, les citoyens consomment moins de produits animaux qu'aujourd'hui et cherchent à mieux maîtriser la qualité et l'origine de leur alimentation. Même s'il subsiste une part de production standard, notamment pour la restauration hors foyer, les filières officielles de qualité (Bio, labels, AOP ...) se sont fortement développées. Les ménages achètent essentiellement des produits sous signes labellisés, si possible en circuits de proximité. Ils consacrent un budget plus important à leur alimentation. La production de viande a globalement fortement diminué. Il y a moins d'élevages en système conventionnel et davantage d'élevages, mais de petite dimension, dans des systèmes alternatifs. L'abattage répond à des normes très strictes, en particulier sur le temps de transport des animaux à l'abattoir. En élevage de ruminants, les systèmes sont essentiellement basés sur l'herbe, y compris pour l'engraissement. Le groupe des « alternatifs » est majoritaire dans la population.

Enfin le dernier scénario voit la pensée végane s'imposer dans la société, ce qui entraîne une marginalisation de la production et de la consommation de viande. Des consommateurs de viande existent toujours, mais sont stigmatisés. Il reste très peu d'élevages sur le territoire français. La consommation globale de produits animaux est faible, remplacée par celle de protéines végétales. Il reste globalement peu de liens entre humains et animaux : la propriété d'animaux est très réglementée et rare, interdite dans les cirques et les zoos, et même en diminution chez les particuliers. La chasse est interdite. De nouvelles controverses font leur apparition autour de la prolifération d'animaux « nuisibles » ou sauvages. Des controverses (sanitaires, environnementales, économiques) entourent également la production industrielle de substituts protéiques à la viande et celle des fertilisants chimiques nécessaires aux cultures. Le groupe des « abolitionnistes » est majoritaire.

Conclusion

Le projet ACCEPT s'inscrit dans un contexte de remises en causes de plus en plus fortes des pratiques et des systèmes d'élevage par la société, allant même parfois jusqu'à la remise en cause totale de l'élevage. Les travaux menés ont permis d'identifier les différents points d'incertitude et de conflits, ainsi que les principaux acteurs de la controverse, leurs arguments et modes d'action.

L'audience de la controverse dans la société française a été analysée grâce à différents outils d'analyse qualitative (focus groupes, non développés dans cet article) et quantitative via un sondage auprès d'un échantillon de 2000 personnes représentatif de la société française. Ces

analyses ont montré une forte sensibilité de la population aux thèmes de la controverse, notamment aux questions relatives à la condition animale, même si pour l'instant une large majorité de citoyens n'affiche pas de rejet de l'élevage intensif et n'envisage pas de diminuer sa consommation de viande ou de produits animaux. Une majorité de la population, classée dans le profil « progressiste » est sensible aux arguments des associations de protection animale sans afficher pour l'instant de convictions fortes ou de comportements radicaux. Ces citoyens sont la cible principale du débat car susceptibles de voir leurs convictions évoluer rapidement.

Dans ce contexte de remise en cause, le projet souligne la nécessité de penser « en termes de controverse », c'est-à-dire de considérer toutes les opinions comme légitimes, même si certaines relèvent plus du registre « émotionnel » que du registre « rationnel ». L'écoute et le dialogue sont nécessaires pour éviter une cristallisation des oppositions et une radicalisation des positions.

Face à ces questionnements nouveaux, les réponses des filières d'élevage sont diverses. Qu'il s'agisse des éleveurs eux-mêmes, des organisations de développement, des instituts techniques, des Interprofessions ou des entreprises des filières, les initiatives foisonnent.

Deux grands types de démarches peuvent être identifiés : - des démarches collectives, souvent portées par les interprofessions, qui ont essentiellement un rôle de rassurance des consommateurs en mettant en avant des bonnes pratiques ou des chartes de progrès ; mais qui peuvent également induire des évolutions plus radicales en s'organisant par exemple autour de SIQO.

- des démarches privées portées par des coopératives, des acteurs industriels ou des distributeurs, qui vont de la démarche de progrès visant l'amélioration des pratiques du plus grand nombre, à des démarches de rupture (porc sur paille) en passant par des initiatives dites de requalification (sans OGM, sans antibiotiques...).

L'enjeu commun à l'ensemble de ces initiatives est la juste valorisation des efforts et investissements réalisés par les filières vers des systèmes innovants prenant en compte les attentes de la société. La rémunération des surcoûts liés à la montée en gamme des productions ne peut être assurée que par le marché (les consommateurs), ou l'état (via des aides au changement de système ou via des taxes). La capacité des filières à imaginer et expérimenter de nouveaux itinéraires techniques, à mettre en avant les progrès réalisés et à les valoriser sera déterminante. Elle passera par une écoute et un dialogue restauré avec la population, une capacité à se remettre en question et une communication efficace et transparente sur les pratiques, les process et les produits.

Pour en savoir plus <http://accept.ifip.asso.fr/>

Principales références bibliographiques

- Delanoue E. La controverse autour de l'élevage en France : définition, description et analyse. Journées nationales des groupements techniques vétérinaires (JNGTV), Reims, 17-19 mai 2017.
- Dockès A.-C., Delanoue E., Chouteau A., Philibert A., Magdelaine P., Roguet C., 2017. Points de vue et attentes des consommateurs et citoyens vis-à-vis de l'élevage. Une étude quantitative auprès de 2 000 personnes en France. Actes des Douzièmes Journées de la Recherche Avicole et Palmipèdes à Foie Gras, Tours, 5 et 6 avril 2017, 225-229.
- Roguet C., Neumeister D., Magdelaine P., Dockès A.-C., 2016. Les débats de société sur l'élevage en Allemagne, au Danemark et aux Pays-Bas : analyse, confrontation avec le sud de l'UE et enseignements. Notes et études socio-économiques, n°40, 65-91.
- Roguet C., Marion C., Magdelaine P., Dockès A.-C., 2018. Les démarches mises en œuvre par les filières animales en France en réponse aux attentes sociétales en termes de bien-être animal : typologie et perspectives. Notes et Etudes Socio-Economiques, à paraître.

Abstract - The controversy on livestock farming. Main lessons from the project Accept.

In a context of profound challenges to husbandry systems and practices, the three animal institutes, in conjunction with numerous partners, including chambers of agriculture, teams of sociologists from the University of Rennes 2 and the CNRS, and agricultural schools, led from 2014 to 2018, a project supported by the Casdar and about the controversy on livestock. The aim of this project, Accept, was to analyze this controversy, its actors, its audience and the sociological mechanisms at work, in order to help the animal sectors to reconnect with society and to adapt their strategies, practices and communication to this new context.

The Accept project has produced a map of the controversy and its different components, in France and other countries of the European Union. It allowed to measure the audience of the debates in the French population and to realize a typology of the French citizens. It has also identified, in France and in different European countries, different initiatives in the sectors, aimed at better integrating these new societal expectations. Finally, a prospective study has allowed five contrasting scenarios to be imagined for the livestock farming sector by 2040.